



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/15
4 août 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES A LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

Septième réunion

Pyeongchang (République de Corée), 29 septembre-3 octobre 2014

Point 17 de l'ordre du jour provisoire*

UTILISATION EN MILIEU CONFINE D'ORGANISMES VIVANTS MODIFIÉS

Note du Secrétaire exécutif

I. CONTEXTE

1. Conformément à l'objectif opérationnel 1.8 du plan stratégique pour le Protocole de Cartagena¹ et son programme de travail pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pour la période 2011-2020,² la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion de Parties au Protocole (COP-MOP) a décidé d'inclure dans ses délibérations, à sa septième réunion, un point sur l'utilisation en milieu confiné d'organismes vivants modifiés dans le cadre du paragraphe 2 de l'article 6 du Protocole.
2. Dans le cadre du plan stratégique, l'objectif opérationnel 1.8 vise à développer des outils et une orientation pour faciliter l'application des dispositions du Protocole sur l'utilisation en milieu confiné d'organismes vivants modifiés.

II. INTRODUCTION

3. Aux fins du Protocole, l'article 3 b) stipule que « *"utilisation en milieu confiné" s'entend de toute opération, entreprise dans un dispositif, une installation, ou toute autre structure physique, faisant intervenir des organismes vivants modifiés qui sont réglementés par des mesures spécifiques qui en limitent effectivement le contact avec le milieu extérieur, et l'impact sur ce milieu.* »
4. L'article 6 du Protocole stipule en outre que nonobstant la portée du Protocole et sans préjudice du droit de toute Partie de soumettre un organisme vivant modifié quel qu'il soit à une évaluation des risques avant de prendre une décision concernant son importation et de fixer des normes applicables aux utilisations en milieu confiné dans les limites de sa juridiction, les dispositions du Protocole relatives à la procédure d'accord préalable en connaissance de cause ne s'appliquent pas aux mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés destinés à être utilisés en milieu confiné qui sont effectués conformément aux normes de la Partie importatrice.

* UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/1.

¹ Voir http://bch.cbd.int/protocol/issues/cpb_stplan_txt.shtml.

² Adopté dans la décision BS-V/16.

5. Le paragraphe 2 b) de l'article 18 stipule que des mesures doivent être prises pour que la documentation accompagnant les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés en milieu confiné indique clairement, notamment, qu'il s'agit d'organismes vivants modifiés, en spécifiant les règles de sécurité à observer pour la manipulation, l'entreposage, le transport et l'utilisation de ces organismes.

6. Par ailleurs, au paragraphe 4 de la décision BS-VI/8, la COP-MOP invite les Parties, les autres gouvernements et les organisations internationales concernées à appuyer les Parties qui sont des pays en développement ou à économies en transition et à coopérer avec elles pour renforcer leurs capacités de mettre en œuvre les exigences en matière de détection et d'identification prévues aux paragraphes 2 b) et c) de l'article 18 du Protocole et des décisions connexes, y compris en facilitant le transfert de technologies.

7. La section III de la présente note, préparée par le Secrétaire exécutif, donne un aperçu de la manière dont les Parties appliquent, au niveau national, les dispositions relatives à l'utilisation en milieu confiné d'organismes vivants modifiés, et la section IV propose des éléments de décision.

III. ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS RELATIVES À L'UTILISATION EN MILIEU CONFINÉ D'ORGANISMES VIVANTS MODIFIÉS

8. Dans sa décision BS-V/14, la COP-MOP a demandé aux Parties de soumettre au Secrétariat leurs deuxièmes rapports nationaux sur la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

9. En réponse à la question « *Votre pays règlemente-t-il l'utilisation en milieu confiné d'OVM?* » 65 % des répondants ont indiqué qu'ils réglementent l'utilisation en milieu confiné d'OVM, tandis que les 35 % restants des Parties ont déclaré ne pas le faire. Parmi les Parties qui sont des pays en développement ou à économies en transition, 44 % des répondants ont indiqué qu'ils ne réglementent pas l'utilisation en milieu confiné d'OVM.

10. Parmi les Parties qui ont indiqué qu'elles réglementent l'utilisation en milieu confiné d'OVM, certaines ont déclaré qu'elles ont des lois spéciales régissant l'utilisation en milieu confiné d'OVM, tandis que d'autres ont des lois phytosanitaires plus générales qui sont applicables à l'utilisation en milieu confiné d'OVM.

11. Les lois nationales sur la prévention des risques biotechnologiques de certaines Parties comprennent des procédures détaillées pour l'importation d'OVM destinés à une utilisation en milieu confiné, y compris des informations sur i) le type de confinement, tel que pour la recherche et le développement, les activités de production ou de fabrication impliquant des OVM, ou l'entreposage d'OVM; ii) le niveau de confinement, tels que celui exercé dans un dispositif, une installation, ou toute autre structure physique, qui limite effectivement le contact des OVM avec le milieu extérieur, et l'impact sur ce milieu; iii) l'emballage et l'étiquetage; iv) les personnes de contact; et v) les documents devant accompagner les envois.

12. Une Partie a indiqué que ses lois sur l'utilisation en milieu confiné d'OVM prévoient que les OVM soient confinés par une structure physique, de telle manière qu'il n'y ait aucun contact entre les OVM et le milieu extérieur et que les OVM ne puissent avoir aucun impact sur ce milieu.

13. D'autres Parties ont indiqué que, bien que leurs lois sur la prévention des risques biotechnologiques stipulent que l'utilisation en milieu confiné d'OVM doit être réglementée, ces lois ne n'étaient pas appliquées et manquaient de dispositions détaillées dans les règlements et/ou directives pertinents.

14. Certaines Parties ont par ailleurs identifié un besoin d'orientations sur la manière dont elles peuvent mettre en œuvre les dispositions du Protocole relatives à l'utilisation en milieu confiné, et d'activités de renforcement des capacités à l'appui de la mise en œuvre de leurs exigences réglementaires pertinentes.

IV. PROPOSITION D'ÉLÉMENTS POUR UN PROJET DE DÉCISION

15. Dans ses débats sur ce point de l'ordre du jour, la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole pourrait souhaiter :

(a) Inviter les Parties et les autres gouvernements à soumettre au Secrétaire exécutif des informations, outils et orientations relatifs à leurs exigences et mécanismes existants concernant l'utilisation en milieu confiné d'organismes vivants modifiés, y compris toute exigence spécifique relative au type et au niveau de confinement;

(b) Prier le Secrétaire exécutif de créer des sections dans le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques où de telles informations pourraient être versées et facilement consultées;

(c) Déterminer, à sa huitième réunion, compte tenu des informations fournies au paragraphe a) ci-dessus, si l'élaboration d'outils et d'orientations et/ou d'activités de renforcement des capacités est nécessaire pour faciliter la mise en œuvre des dispositions du Protocole relatives à l'utilisation en milieu confiné d'organismes vivants modifiés.
